



## Réflexions pour l'analyse du discours populiste

**Patrick Charaudeau**

**Université de Paris 13**

**Centre d'Analyse du Discours**

**Mots clés : Populisme, discours médiatique, espace publique**

**L'auteur : Professeur émérite de linguistique à l'université de Villetaneuse, fondateur du Centre d'analyse du discours ( CAD), auteur d'ouvrages et d'articles nombreux centrés sur le discours politique et les médias**

### Introduction

Deux problèmes se posent à qui veut faire l'analyse des discours politiques : celui du rapport entre langage et action, et celui de la posture du chercheur.

On est en effet en droit de se demander quelle relation s'instaure entre parole politique et actes politiques, sachant que tantôt la parole est produite pour occulter les actes, tantôt la parole devient acte lorsqu'elle est décision ayant un effet performatif. Mais on peut aller plus loin, et considérer que les actes eux-mêmes peuvent signifier comme des paroles. Il sont alors des discours : faire ceci signifie dire cela.

Ainsi, s'instaure un rapport de réciprocité (non symétrique) entre actes et discours selon les deux équations suivantes : dire X, c'est dire X et sous-entendre X' pour occulter ou renforcer l'acte F ; faire l'acte F, c'est dire X (parole de décision) et sous-entendre X'. A la première équation correspondrait un énoncé souvent répété par le président Nicolas Sarkozy durant sa campagne électorale, puis après son élection, et employé en manière de slogan : «Travailler plus pour gagner plus». Il est dit que /travailler davantage fait gagner davantage de rémunération/ ; ce dit s'accompagne de plusieurs sous-entendus parmi lesquels : /il y a un rapport de cause à effet systématique entre la quantité de travail et la quantité de gains/, /en France, on ne travaille pas assez/, /c'est la solution pour augmenter le pouvoir d'achat, et donc la consommation (la demande) et donc la production (l'offre), etc./ ; et ce dit permet de justifier l'acte qui consiste à //défiscaliser pour les entreprises les heures supplémentaires//. Correspondant à la deuxième équation, on pourrait citer l'acte politique dit du «paquet fiscal» décidé et mis en application par Nicolas Sarkozy, acte qui dit : /l'impôt sur le revenu des plus



riches est plafonné à 50% au lieu de 60%/, et laisse sous-entendre (il y a toujours plusieurs sous-entendus possibles) : «Il faut protéger les riches».

Il faut donc tenir compte de ce rapport de nouage entre parole et action lorsque l'on s'attaque à l'analyse du discours populiste, car une parole jugée populiste pourrait cacher des actes qui ne le sont pas, et inversement des actes jugés tels pourraient être occultés par des paroles qui ne le sont pas. Et cela doit nous inciter à être prudent dans les comparaisons que l'on sera conduit à faire entre les discours de tel et tel acteur politique. Par exemple, si l'on veut comparer les discours d'un Perón en Argentine, d'un Chávez au Venezuela et d'un Lula au Brésil, il faudra en repérer les ressemblances et les différences, mais également tenir compte de leurs actions : Perón ayant doté l'Argentine de la Sécurité sociale ; Chávez créant les "Comisiones" et "Consejos" ("Conseils communaux"), lieux de démocratie locale ; Lula mettant en place des mesures éducatives et urbanistiques en faveur des Favelas. Au-delà de la différence des discours de ces chefs d'État, les actions en faveur des déshérités ne sont pas du même ordre. De même, on pourra difficilement comparer le discours populiste de qui n'a jamais accédé au pouvoir suprême (comme ce fut le cas en France du général Boulanger, de Poujade et de Le Pen), avec ceux qui ont exercé ou exerce le pouvoir comme ce fut (ou c'est) le cas en Italie, en Afrique, en Amérique latine, Autriche et dans certains Pays de l'Est européens.

C'est donc bien de l'analyse du discours populiste, et non du populisme, dont il s'agit ici, mais cela n'empêche pas que l'on s'interroge sur les rapports entre langage et action, entre rhétorique discursive et mode de gouvernance.

Le deuxième problème concerne la posture que doit adopter le chercheur, lorsqu'il aborde l'analyse d'une question politique. Si le chercheur, on le sait, n'est pas exempt de positionnement idéologique, voire politique, doit-il pour autant le faire valoir dans son travail de recherche. Doit-il, par exemple, construire ses objectifs de recherche en fonction d'une finalité axiologisée ? L'éthique du chercheur exige que l'on ne confonde pas *discours d'analyse critique* et *discours de dénonciation*. Dans les sciences humaines et sociales, le discours d'analyse est par définition critique, au double sens de *révélation* de ce qui est caché au regard d'une certaine doxa, et d'*inquiétude* théorico-méthodologique. La dénonciation, elle, relève d'une posture politique qui est tout à fait justifiée en dehors du travail de recherche. Ce n'est pas une question de neutralité, mais une question de probité. C'est un appel à une réflexivité du chercheur vis-à-vis de ses objectifs d'analyse et de sa propre méthodologie, comme l'ont souligné Juliette Rennes<sup>1</sup> et Denis Barbet<sup>2</sup> dans deux écrits récents.

Une telle posture, dans le temps de l'analyse, devrait permettre d'éviter, à propos du discours populiste, certains *a priori* et certaines confusions. *A priori* qui empêcherait par exemple de considérer que le discours populiste peut être tenu par des personnalités politiques appartenant à la droite comme à la gauche de l'échiquier politique ; *a priori* qui empêcherait de traiter le discours populiste comme faisant partie intégrante de la démocratie. Confusions qui feraient mettre dans le même sac divers types de discours populistes, ou qui empêcheraient de faire des distinctions entre *populisme*, *nationalisme*, *fascisme*. Il y a une multiplicité de discours populistes, dans des contextes sociaux et historiques différents, et c'est le rôle du chercheur que de les distinguer et définir.

C'est pourquoi, je ne me permettrai pas de parler dans cet exposé de la spécificité du discours populiste latino-américain, même s'il m'arrive d'y faire allusion à titre d'illustration et d'interrogation. Je m'attacherai plutôt à traiter cette question sur le mode du questionnement

---

<sup>1</sup> "Analyser une controverse. Les apports de l'analyse du discours à la science politique", in *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, op.cit.

<sup>2</sup> "Quand les mots de l'abstention parlent des maux de la démocratie", in *Dire la démocratie aujourd'hui*, revue *Mots* n°83, ENS Éditions, Lyon, mars 2007.

en faisant certaines comparaisons, de sorte que soient ainsi suggérées certaines pistes d'analyse. Mais pour mieux cadrer les choses, il me semble nécessaire de faire au préalable un bref état des lieux des études sur cette question pour en tirer un cadre d'étude à l'intérieur duquel pourront être posées certaines questions.

## 1. Bref état des lieux

### *De quelques difficultés*

Une première difficulté se présente lorsqu'on veut définir le terme «populiste». En effet, on ne peut que constater sa diversité d'emploi. Cela fait que ce mot prend des sens particuliers selon le sujet parlant qui le profère. On remarquera d'abord que dans usage courant, il finit par perdre de sa spécificité. En effet, il est souvent employé comme équivalent de démagogique, de poujadiste, parfois de raciste, parfois même de fasciste. Amalgames qui ne peuvent apporter grande lumière sur son sens.

Lorsque les sujets parlant sont des acteurs politiques, on remarque que le terme de populiste est employé aussi bien par la droite que par la gauche pour stigmatiser le parti adverse ou pour se défendre de la stigmatisation adverse<sup>3</sup>. La plupart du temps, pour la droite, la gauche est populiste en ce qu'elle manipule les classes ouvrières et populaires ; pour la gauche, la droite est populiste parce qu'elle manipule les classes moyennes et populaires (peu politisées) par des discours qui cherchent à toucher l'émotion la plus primitive (la peur). Autrement dit, dans un cas comme dans l'autre, le populiste, c'est l'autre, qui pour s'exprimer emploierait une rhétorique simpliste et essentialisante.

Mais les politiques ne sont pas les seuls à stigmatiser l'autre. Les économistes, par exemple, se plaignent de ce que les politiques ne parlent pas suffisamment des problèmes économiques. Ils en donnent deux types de raison. Pour les uns, c'est par ignorance : les politiques, disent-ils, ignorent les vrais problèmes économiques, n'ont pas de formation adéquates ; pour d'autres, c'est par manque de courage : ils auraient peur de proposer au pays une politique comprenant des mesures impopulaires, par crainte de se voir déjuger. Cela conduit les économistes à traiter les politiques de «populistes» puisque ceux-ci préfèrent ne parler que des questions de société à forte teneur émotionnelle : l'immigration, la violence et l'insécurité, etc.

Enfin, pour ajouter à la diversité d'emplois et de sens de ce mot, certaines personnalités politiques vont jusqu'à revendiquer la qualification de populiste en lui donnant un sens positif : «Si être populiste, c'est reconnaître au peuple la faculté d'opinion, le droit de l'exprimer et l'écouter, alors, oui, car du même coup, c'est être démocrate»<sup>4</sup>.

### *Théorisations et variantes*

Il est également nécessaire de faire un rapide parcours historique des différentes tentatives de théorisation, car celles-ci évoluent entre les anathèmes des juristes et psychologues néo-darwiniens du XIX<sup>e</sup> siècle pour qui le populisme est une sorte de nationalisme dénaturé, voire l'antichambre du totalitarisme, et des positionnements modernes<sup>5</sup> pour lesquels le populisme doit être intégré dans la démocratie comme l'un des types de gouvernement : «lorsque les masses populaires sont exclues longtemps de l'arène politique, (...)», alors, «le populisme,

<sup>3</sup> Rappelons une des déclarations de Luiz Inácio Lula da Silva : «Nosso governo nunca foi, nem é populista».

<sup>4</sup> Déclaration de Jean-Marie Le Pen qui pourrait également être attribuée à Nicolas Sarkozy.

<sup>5</sup> Voir à ce propos Laclau E., *Política e ideología en la teoría marxista*, Siglo XXI, Mexico, 19678.

loin d'être un obstacle, est une garantie de démocratie, car il évite que celle-ci se transforme en pure gestion»<sup>6</sup>.

Historiquement, c'est vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'apparaît un mouvement socialiste progressiste en Russie, et, de façon parallèle, un mouvement rural conduit par les fermiers de l'Ouest et du Sud des États-Unis d'Amérique, mouvements qui s'accompagnent, l'un et l'autre, d'un discours critique contre le capitalisme. Mais c'est surtout au XX<sup>e</sup> siècle qu'apparaissent des mouvements plus revendicatifs et violents, tous taxés de populisme.

Dans les années vingt et trente, le populisme provincial du Sud des États-Unis avec le «Klu-Klux-Klan» dressant les petits commerçants et les paysans des villages contre les grands centres urbains, et pratiquant une intolérance anti-intellectualiste, xénophobe, antisémite. Dans les années trente et quarante, le populisme raciste et fascisant de l'Allemagne nazie instauré par l'appareil d'État. Dans les années cinquante le «Maccarthysme» anti-intellectualiste et anti-élitiste sous couvert d'anticommunisme paranoïaque<sup>7</sup>.

C'est pourtant, à propos des régimes politiques qui naissent en Amérique latine à partir des années cinquante qu'est le plus souvent employée l'expression «régime populiste» : le «péronisme» de Juan Domingo Perón en Argentine, le «gétulisme» de Getulio Vargas au Brésil, et, plus tard, le «caudillisme» de Menem en Argentine, le populisme dit libéral de Color de Melo au Brésil (1989-1992), celui d'Alberto Fujimori au Pérou (1990-2000), et maintenant celui, dit socialiste, de Chávez au Venezuela. Il faut dire que ces régimes se font jour dans un contexte de modernisation et d'enrichissement des classes supérieures qui permet que soient tenus deux types de discours : l'un, à la fois paternaliste et anticapitaliste, à l'adresse de la classe ouvrière et de la classe moyenne (le «Justicialisme» argentin défendant les droits du travailleur) ; l'autre autoritaire, à l'adresse des diverses couches de la société allant du prolétariat à l'armée, contre l'impérialisme américain (le chavisme). Il s'agit là de populismes qui ont pour points communs d'être nationaux et populaires.

Parallèlement, en France, se développent diverses figures de populisme. Le «poujadisme» dans les années cinquante, avec des discours xénophobes et anti-intellectualistes, à l'adresse des petits commerçants artisans. Puis, après un creux d'une trentaine d'années (les «trente glorieuses»), un retour de l'emploi du terme «populisme» à partir de la fin des années quatre-vingt, populisme qualifié de «national-populaire» pour ce qui concernait les discours de Jean-Marie Le Pen réclamant «la préférence nationale», et, plus tard, de «libéral-populaire» s'agissant des discours de Bernard Tapie qui vantait l'entreprise et l'emploi des jeunes. On a même qualifié de populisme «hybride» les déclarations de Nicolas Sarkozy, lors de la campagne électorale de 2007, hybride parce que maniant alternativement un discours de «libéralisme économique» à l'adresse du patronat, des entreprises et des professions libérales, et un discours de «protection des faibles» à l'adresse des classes populaires.

Ces différentes figures du populisme montrent que l'on ne peut déterminer une définition unique de cette notion car les contextes historiques et politiques l'infléchissent de façon variable. Il y aurait des populismes «classistes», voire «ethniste» (raciste) ; des populismes «nationalistes», plus ou moins autoritaires, jouant sur l'identité nationale et la ségrégation ; des populismes «neo-libéraux» : des populismes de circonstance qui s'expriment dans les campagnes électorales à l'aide d'expressions démagogiques<sup>8</sup>, afin de séduire les masses populaires.

<sup>6</sup> Comme le résume Alexandre Dorna du dernier ouvrage d'Ernesto Laclau, in *Médiatiques* 38, Bulletin d'information de l'Observatoire du récit médiatique, Louvain-la-Neuve, 2006.

<sup>7</sup> Pour ce parcours historique, on se reportera au chapitre II de l'ouvrage de Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste*, Berg International, Paris 2002.

<sup>8</sup> Rappelons : Jacques Chirac en 1995, avec son intention de réduire la «fracture sociale» et de s'engager dans la «lutte contre l'exclusion» ; Nicolas Sarkozy en 2007, avec son intention déclarée d'en terminer avec la «coupure entre le peuple et les élites». Pour ce dernier, on lira le témoignage de Yasmina Reza dans son livre *L'aube le soir ou la nuit*, Flammarion, 2007, qui rapporte ces propos :

### *Points communs aux variantes*

Malgré cette diversité, il est possible, du moins au regard des discours qui sont produits par les grands leaders populistes, de trouver quelques points communs permettant de délimiter les contours du populisme.

Tout d'abord, on remarquera que celui-ci naît toujours dans une situation de *crise sociale*, celle-ci pouvant être différente d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre : crise économique, comme ce fut (c'est) le cas en Amérique latine et en Europe occidentale (France, Autriche, Pays-Bas) ; crise identitaire et morale (sociétés qui refusent la multiculturalité au nom d'une identité propre) ; crise de changement de régime politique comme c'est le cas de nombreux pays de l'Est, après la chute du mur de Berlin, lesquels doivent s'ajuster à une nouvelle économie de marché et découvrent l'ultranationalisme.

Ensuite, on voit, dans tous les cas de populisme, la présence d'un *leader charismatique fort*, bien que celui-ci construise son leadership sur des images différentes selon les cultures (ces images ne sont pas les mêmes en Europe, en Amérique latine ou en Afrique). Ce leader n'a pas à proprement parlé un programme politique, mais il promet de rompre avec les pratiques du passé, d'en finir avec la corruption, et de rendre son pouvoir au peuple.

On constate également que, du point de vue idéologique, le populisme n'a pas d'homogénéité. Si l'on reprend les quelques éléments du parcours historique, on voit l'hétérogénéité des positionnements. En Amérique latine, par exemple, le populisme de Perón fut de type autoritaire, voire fascisant pour certains, tout en s'appuyant sur la classe ouvrière et sur l'armée ; celui d'Alberto Fujimori fut de corruption tout en déclarant vouloir en finir avec la corruption et en faisant arrêter A. Guzman, le chef du Sentier lumineux ; celui de Chavez, au Venezuela, est fortement anti-américain, pro-cubain et socialiste, tout en imposant de façon autoritaire des *commissions* de gestion économique et des *conseils communaux* ; celui de Lula, est plus souple, voulant ménager la chèvre (l'aide aux populations des *favelas*) et le chou (l'économie de marché).

En France, le général *Boulangier* menait une opposition nationaliste et antiparlementariste en flattant les revanchards de la guerre de 1870, les bonapartistes et les monarchistes, tout en étant appuyé par Gambetta, un homme de gauche, et Rochefort, un ancien communal. Ce ne fut pas le cas de Poujade qui s'appuya plutôt sur les artisans, commerçants, agriculteurs et élus locaux de divers bords. Quant à Le Pen, s'il s'inscrit pour une part dans la tradition des nationalistes monarchistes et des libéraux de droite<sup>9</sup> : son idéologie est davantage d'extrême droite, antisémite et xénophobe.

Cette constatation de *non homogénéité idéologique* devrait nous inciter à être prudent quant à la façon de catégoriser le populisme.

## **2. Cadrage théorique du point de vue d'une analyse du discours**

Pour analyser un phénomène social, il convient de dire de quel point de vue on le fait, c'est-à-dire dans quelle discipline des sciences humaines et sociales on se situe, et, à l'intérieur de celle-ci, quelle orientation l'on suit. Il s'agit ici d'une analyse qui considère les mots en fonction du processus de leur énonciation à l'intérieur d'un certain dispositif de communication. Ainsi, on peut dire que le sens que véhicule un discours est dépendant de l'effet qu'il produit, puisque, dans toute situation de communication, il résulte de la rencontre entre un sujet parlant et un sujet interprétant. On s'est longtemps attaché à analyser ce que dit le discours sans s'interroger sur les effets qu'il produit auprès des sujets qui l'interprètent. Le

---

<sup>9</sup> Rattachés au *Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne* (GRECE).

pouvoir du langage n'est pas seulement dans ce qu'il dit, mais dans ce qu'il transmet. A l'instar de Roland Barthes, on rappellera que le signe ne fait pas que «signifier» en soi, il «signifie à», le phénomène de signifiante résultant des deux.

S'agissant du discours politique, le pouvoir d'influence des mots ne réside pas seulement dans la force du projet d'idéalité sociale dont ils sont porteurs, mais dans leur écho aux systèmes d'attente citoyens (effet de miroir), lesquels sont sensibles aux valeurs, au charisme des personnalités politiques et à l'émotion situationnelle. Notre position, en tout cas, consiste à poser que ce n'est pas l'énonciation qui est au service des mots et des idées comme si ceux-ci la précédaient, mais que ce sont les mots et les idées qui prennent corps et sens à travers leur mise en énonciation. Et donc, pour pouvoir juger du populisme d'un discours, il faut l'analyser dans le contexte socio-historique où il apparaît et dans la situation de communication qui engendre un certain processus énonciatif.

Raison pour laquelle il faut commencer par nous demander quelles sont les conditions générales de mise en scène du discours politique pour percevoir quelles seraient les caractéristiques propres au discours populiste. Et pour ce faire, on examinera le fonctionnement de la parole lorsqu'elle se déploie dans l'espace public puis dans l'espace politique.

### *La parole dans l'espace public*

Toute parole qui est proférée dans un espace public circule entre trois instances, une instance de production, une instance de réception et une instance de médiation, et son sens dépend du jeu qui s'établit entre ces instances.

L'*instance de production*, même lorsqu'elle est configurée par une personne en particulier, est toujours une personne en tant qu'elle représente un collectif plus ou moins homogène : une institution politique, un parti, un syndicat, une association, un organisme d'information, ou même une entité commerciale. Elle est donc légitimée par une sorte de contrat social de communication, ici, dans son droit à vanter un projet politique (pour faire voter), là, dans son droit à justifier ou défendre une idée (pour y faire adhérer l'opinion publique), ici encore, dans son «droit à informer» (pour alimenter l'opinion citoyenne), là encore, dans son droit à vanter un produit (pour faire acheter). Cette instance de production agit de façon volontaire, le problème qui se présente à elle étant celui de la crédibilité de ses propos et de sa force de persuasion.

L'*instance de réception* représente, sous des configurations diverses, un public, non homogène, composite et non captif à priori. Mais, du point de vue de l'instance de production, elle est construite en «destinataire-cible», plus ou moins déterminé, d'une parole qui est censée l'impliquer, soit comme bénéficiaire d'un bien futur (politique, social ou commercial) qu'il est appelé à s'approprier, soit comme menacé par un danger dont il est appelé à se protéger. Dans un cas comme dans l'autre, l'instance cible est placée en position de *devoir croire* qu'elle peut être l'agent d'une quête qui lui sera bénéfique.

L'*instance de médiation* a pour rôle de mettre en contact les deux instances précédentes. Mais elle est elle-même instance de production d'une mise en scène, et construit de ce fait une instance destinatrice qui ne coïncide pas nécessairement avec la précédente. De plus, elle doit être légitimée dans son rôle de transmetteur d'information, ce qui entraîne certaines exigences de responsabilité

Ainsi, du fait qu'elle implique des acteurs collectifs, toute parole qui circule dans l'espace public est soumise à une contrainte de *simplicité*, car s'adresser aux masses, c'est s'adresser à un ensemble d'individus hétérogènes et disparates du point de vue de leur niveau d'instruction, de leur possibilité de compréhension et de leur expérience de la vie collective. : simplicité de la langue par le choix d'une syntaxe et d'un vocabulaire simples, simplicité dans le

raisonnement, ce qui conduit l'orateur à abandonner la rigueur de la raison au profit de la force de vérité de ce qu'il énonce, en disant non pas tant ce qui est vrai, que ce qu'il croit vrai et que l'on doit croire vrai.

La parole qui circule dans l'espace public est une parole qui est lancée sans que l'on ait la totale maîtrise de ses effets, et avec la supposition raisonnable qu'elle sera diversement interprétée. L'analyser nous conduit à nous interroger sur l'identité de celui qui en a l'initiative, sur celle du public auquel elle est adressée, sur le dispositif de la situation de médiation dans lequel elle s'inscrit, sur sa finalité (informer, prescrire, persuader, etc.). En outre, l'espace public est lui-même structuré en divers espaces ou domaines d'activité (scientifique, juridique, religieux) parmi lesquelles se trouve le domaine politique.

### *La parole dans l'espace politique*

L'espace politique met en présence une *instance politique* et une *instance citoyenne* qui sont également mises en relation par le biais d'une instance de médiation. Mais ce qui caractérise plus particulièrement cet espace est que l'instance politique se trouve en rivalité avec une instance adverse, les deux étant liées par un enjeu de pouvoir.

L'*instance politique*, en position de conquête ou d'exercice du pouvoir est toute tendue vers un «agir sur l'autre» à des fins d'adhésion de cet autre à ses promesses ou à son action. Mais comme dans un régime démocratique le pouvoir résulte à la fois d'un «consentement» (Hanna Arendt), d'une «domination légitime» (Max Weber) et d'une «organisation administrative» (J. Habermas)<sup>10</sup>, l'instance politique est tenue d'exercer ce pouvoir au nom : d'un *droit* qui lui est attribuée par le jeu de la représentation majoritaire résultant de la délégation du pouvoir par le peuple ; d'un *savoir* et d'un *savoir-faire* qui doit justifier sa compétence à faire ; d'un certain choix de *valeurs*, de valeurs communes, qu'instance politique et instance citoyenne sont censées partager pour fusionner dans un certain idéal de «vivre ensemble».

Dans l'espace politique, l'instance de réception est une *instance citoyenne*, qui sait qu'elle a une responsabilité dans son rôle de délégation de pouvoir, et en même temps un droit de regard sur l'action politique, s'instituant ainsi en possible contre-pouvoir.

C'est en raison de ces caractéristiques de l'espace politique, de cette obligation pour le sujet politique de faire adhérer le citoyen à son projet ou à son action politique qu'il est conduit à jouer de stratégies discursives diverses : stratégies de construction d'images de lui-même, de façon à se rendre, d'une part, crédible aux yeux de l'instance citoyenne (ethos de crédibilité), d'autre part, attractif (ethos d'identification)<sup>11</sup>, ethos d'identification qui pose le problème de la frontière avec les effets de pathos puisque celui-ci cherche à toucher l'affect du citoyen ; stratégies de présentation des valeurs de sorte que le citoyen y adhère avec enthousiasme.

On voit que le discours politique est un lieu de vérité piégée, de «faire semblant» puisque ce qui compte n'est pas tant la *vérité* de cette parole lancée publiquement, mais sa force de vérité, sa *véracité*, de par ses conditions de dramatisation qui exigent que les valeurs soient présentées selon un scénario dramatisant susceptible de toucher l'affect du public, de façon positive ou négative, soit pour le faire adhérer au projet que l'on défend, soit pour le dissuader de suivre un projet adverse. Scénario triadique dans lequel instance politique et instance adverse sont en rivalité pour la conquête de l'instance citoyenne. Ce scénario se compose de trois moments discursifs : (1) prouver que la société se trouve dans une *situation sociale jugée désastreuse* et que le citoyen en est la première *victime* ; (2) déterminer la *source du mal* et

<sup>10</sup> Pour le développement de ce point voir notre *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, Paris 2005.

<sup>11</sup> Ces deux types d'*ethos* du politique sont décrits dans *Le discours politique. Les masques du pouvoir, op.cit.*

son responsable (adversaire) ; (3) annoncer enfin quelle *solution* peut être apportée et *qui* peut en être le *porteur*.

### 3. Questionnement pour le discours populiste

Si le populisme est une «attitude politique consistant à se réclamer du peuple, de ses aspirations profondes, de sa défense contre les divers torts qui lui sont faits», comme le propose le dictionnaire Larousse<sup>12</sup>, on ne voit guère de différence avec ce qui définit le discours politique en général. Il participe des stratégies persuasives de tout discours politique qui consistent à capter son public au nom de valeurs symboliques en touchant raison et émotion.

Dans ces conditions, le discours populiste ne peut être vu que comme un avatar du contrat politique, comme une stratégie de manipulation, dans la mesure où il manie les mêmes catégories que le discours politique, mais dans l'excès, un excès jouant sur l'émotion au détriment de la raison politique, émotion susceptible de tromper le peuple à son insu. Il s'emploie à mettre en scène : (1) une *description catastrophique* de la situation sociale dont est victime le peuple ; (2) une *dénonciation des coupables*, parmi lesquels sont la classe politique, les élites isolées du peuple, les institutions qui auraient perdu toute autorité et la bureaucratie, source de tous les maux ; (3) l'*exaltation de valeurs* et (4) l'apparition d'un *homme/femme providentiel*, charismatique, visionnaire, capable de rompre avec le passé et qui sera le sauveur de la société.

Comme la manière de procéder à cette mise en scène et les modes de manipulation discursive dépendent du contexte culturelle et des circonstances historiques dans lesquels se déploie ce discours, il convient d'en décrire de façon systématique les différentes composantes.

#### (1) Pour la situation de crise et de victimisation

Le populiste a besoin que les classes populaires soient disponibles, c'est-à-dire dans un état de forte insatisfaction. Pour ce faire, il va tenter d'exploiter leur «ressentiment». Dès lors, comment s'y prend-il ?

a) Parle-t-il de la *situation économique* en insistant sur les charges sociales qui pèsent sur les entreprises, sur les situations de précarité des travailleurs (chômage, licenciements) et sur la disparité entre les riches et les pauvres, ou l'appauvrissement général de la nation ?

b) Parle-t-il de la *décadence morale* de la nation, de la perte des repères identitaires, particulièrement de l'identité nationale, de la perte de civisme et donc du relâchement du lien social ?<sup>13</sup>

c) Insiste-t-il sur l'*état de victimisation* des citoyens, les «déclassés», les «sans grades», les «petits» (le «petit peuple» contre «les gros»), victimes de l'insécurité en raison du manque de protection policière et du manque d'autorité de la Justice ?<sup>14</sup> Bref, comment s'y prend le populiste pour créer l'«angoisse» du citoyen ?

#### (2) Pour la source du mal et les coupables

<sup>12</sup> *Petit Larousse*, édition de 1988.

<sup>13</sup> « [La jeunesse de France] connaît aujourd'hui les fruits amers de la décadence économique, sociale politique et morale, les fléaux du chômage, l'individualisme forcené qui conduit à l'isolement et au désespoir», discours de Jean-Marie Le Pen, le 13 mai 1984.

<sup>14</sup> «Les piliers de la société : armée, police, justice, vacillent, annonçant le temps de l'anarchie et du désordre», in *Présent* des 5-6 septembre, 1996.

La source du mal est souvent désignée de façon floue et le coupable ne doit pas être parfaitement déterminé de manière à laisser planer l'impression qu'il est caché dans l'ombre, arrangeant ses affaires en sous-mains, ce qui permet de suggérer qu'il existe des complots.

a) Le discours populiste doit faire croire aux gens que tout serait simple, si ne s'opposaient à leurs aspirations des «machines», un «système» abstrait qui bloquent la société. Comment sont-ils décrits ? Est-ce l'État qui aurait perdu toute *autorité* ? Sont-ce les diverses formes de représentation politique et médiatique : «la classe politique», «les élites froides et calculatrices», isolées dans leur tour d'ivoire, parfois corrompues, toujours manquant de courage, ou «l'establishment» ? D'une manière générale, sont-ce les *institutions* politiques et la *bureaucratie*, les technocrates qui confisquent le pouvoir par leur action administrative, comme le déclare en France Jean-Marie Le Pen :

«L'établissement, qu'il s'agit de renverser par une révolution de salut public, désigne la classe dirigeante qui impose aujourd'hui son pouvoir. Les droits de l'homme sont des tables de la Loi. Il a ses évangiles selon Saint Freud et saint Marx. Il a son clergé, son architecte et ses maçons. Son lieu de culte, le Panthéon républicain, ses rites, il prêche la morale.»<sup>15</sup> ?

b) La source du mal peut être aussi représentée par des personnes ou des groupes qui apparaissent comme des adversaires à combattre, en tant qu'ils appartiennent à un groupe, un parti, une idéologie : les *marxistes*, les *socialistes*, les *capitalistes*, les *fascistes* et autres groupes partisans jugés porteurs d'une idéologie contraire à la sienne propre<sup>16</sup>. Comment sont-ils décrits ? comme des lobbies (le lobby «antiraciste» ou celui «des droits de l'homme» pour Jean-Marie Le Pen), des mafias («ce parti mafieux, qui pratique l'exclusion»), des groupes d'intérêts («ceux du capitalisme anonyme, ceux des transferts financiers massifs de la spéculation, ceux des grandes multinationales ...»<sup>17</sup>), ou des oligarchies («une oligarchie internationale et cosmopolite...»<sup>18</sup>) ? C'est là un *ennemi intérieur*.

c) Mais il y aussi un *ennemi extérieur* qui est souvent présenté comme une entité abstraite afin de provoquer la peur face à une menace réelle ou potentielle, dans une présence-absence de force occulte. En France, depuis quelques décennies, c'est l'*immigration*, dont voici un petit florilège : «De surcroît, la présence massive d'immigrés dans de nombreuses cités HLM conduit à une grande détérioration des conditions de vie des Français»<sup>19</sup> ; «(...) des hégémonies étrangères, de l'immigration, de la dénatalité, de l'insécurité de l'étatisme dirigiste et de la bureaucratie fiscaliste»<sup>20</sup> ; «[Les immigrés] vont nous ruiner, nous envahir, nous submerger, coucher avec nos femmes et nos fils». Il est rare que le discours populiste ne joue pas sur la *xénophobie*, suggérant menace et conflit des civilisations, et l'on se demandera quel est le groupe étranger qui jouera ce rôle de *bouc émissaire*.

Que cet ennemi soit interne ou externe, le discours populiste le décrit de façon floue, comme s'il était caché, comme une bête tapis dans l'ombre prête à bondir. Il s'agit de suggérer que se prépare un complot et que ces ennemis sont des conspirateurs. Le thème du *complot* est présent dans presque tous les discours populistes. C'est qu'il s'agit, en fin de compte, de trouver un *bouc émissaire* en stigmatisant la source du mal, en dénonçant un coupable qui vient en remplacement d'une victime innocente<sup>21</sup>, pour orienter la violence contre ce coupable, de façon à déclencher le désir de sa destruction qui aboutirait à la réparation du mal

<sup>15</sup> In *Identité*, janvier 1990.

<sup>16</sup> «Et je vous le dis, jeunes gens et jeunes filles, ce qui se prépare dans le pays actuellement sous vos yeux, c'est la mise en place de la révolution marxiste qui conduit au goulag, à l'esclavage et à la mort», discours du 13 mai 1984.

<sup>17</sup> In *Présent* du 5-6 septembre 1996.

<sup>18</sup> *Ibidem*

<sup>19</sup> Lettre de Jean-Marie Le Pen, 15 mars 1992.

<sup>20</sup> *Présent*, op.cit.

<sup>21</sup> Référence biblique du sacrifice d'Abraham.

(fonction de catharsis). Est-ce l'immigré, l'étranger, le Juif, l'Arabe, ou les élites, l'État, l'Administration, le vrai coupable que l'on offre en lieu et place du peuple innocent ?

### 3) Pour l'exaltation des valeurs

Le discours populiste, à l'exemple du discours politique se doit de proposer un projet d'«idéalité sociale» dans lequel sont mises en exergue des valeurs qui sont censées représenter ce qui se trouve au fondement du lien qui unit les membres d'une communauté sociale. Mais le discours populiste a, en la matière, une spécificité : il exalte des valeurs qui puisent dans l'histoire du pays et dans ses traditions pour y trouver ce qu'il y a de plus authentique, de plus vrai, de plus pur, afin de reconstruire une identité perdue en raison de la crise sociale et de la source du mal dont on a parlé précédemment. Il se met ainsi sur le terrain du symbolique, de ce qui doit faire la noblesse du politique, idéalité sociale devant réparer le mal existant.

Il s'agit donc de voir comment le discours populiste tire parti des caractéristiques historiques, identitaires et culturelles propres à chaque pays. Est-ce l'identité nationale ? La thématique de la «nation» est souvent exploitée pour mettre en évidence le fondement de l'identité collective, voire le «mythe de la nation organique» (51), et l'indépendance économique comme droit à disposer de ses propres ressources, contre l'exploiteur privé ou étranger qui prive le peuple de son bien «naturel»<sup>22</sup>. Parfois, l'identité nationale est confondue avec une *identité communautaire* en déclarant que cette identité est l'identité originaire et qu'il faut se la réapproprier, pour sortir du ressentiment<sup>23</sup> dans lequel les ennemis intérieurs et extérieurs ont plongé le peuple. C'est à cette occasion qu'apparaît l'idéologie discriminatoire du populiste, comme le montre cette déclaration de Jean-Marie Le Pen : «Oui, nous sommes en faveur de la préférence nationale car nous sommes pour la vie contre la mort, pour la liberté contre l'esclavage, pour l'existence contre la disparition»<sup>24</sup>. Mais aussi, une idéologie «naturaliste» fondant le culturel sur la nature : «Nous sommes des créatures vivantes. [...] Nous faisons partie de la nature, nous obéissons à ses lois. Les grandes lois des espèces gouvernent aussi les hommes malgré leur intelligence et parfois leur vanité. Si nous violons ces lois naturelles, la nature ne tardera pas à prendre sa revanche sur nous. Nous avons besoin de sécurité. Et pour cela nous avons besoin comme les animaux d'un territoire qui nous l'assure»<sup>25</sup>. C'est pourquoi, il est souvent fait appel à des valeurs de *filiation* et d'*hérédité* : «Nous croyons que la France occupe une place singulière en Europe et dans le Monde, car notre peuple résulte de la fusion unique en soi des vertus romaines, germaniques et celtes»<sup>26</sup> ou bien encore : «Qu'il s'agit là de notre terre, de nos paysages, certes, tels qu'ils ont été donnés par le Créateur mais tels qu'ils ont été défendus, conservés et embellis par ceux qui ont peuplé ce territoire depuis des millénaires et dont nous sommes les fils»<sup>27</sup>.

Mais comme le populiste prétend rendre au peuple son pouvoir de décision, son discours promet une rédemption par la libération du joug imposé par les élites et les appareils administrativo-politiques. Il promet donc le rétablissement de la *souveraineté populaire* par une action directe, immédiate, court-circuitant les institutions, l'illusion d'une promesse performative à laquelle font écho les slogans de revendication tels que : «maintenant», «ahora». Nier la dimension temporelle est une caractéristique du discours révolutionnaire

<sup>22</sup> Thème récurrent chez Hugo Chávez et Evo Morales pour justifier les "nationalisations" des ressources naturelles.

<sup>23</sup> Pour cette notion, voir Marc Angenot, *Les idéologies du ressentiment*, XYZ, 2006.

<sup>24</sup> *La lettre de Jean-Marie Le Pen* du 15 mai 1991.

<sup>25</sup> Discours de Jean-Marie Le Pen prononcé à la fête des Bleu-blanc-rouge, in *Présent*, op.cit.

<sup>26</sup> *Nos valeurs*, La Documentation française, 1988.

<sup>27</sup> Discours de Jean-Marie Le Pen à Saint-Franc, *Présent*, 21 et 22 octobre 1991.

mais aussi du discours populiste : c'est faire croire que «tout est possible tout de suite», que le miracle du changement est réalisable. C'est une façon de mobiliser l'espoir.

Il faut également relever les mesures que propose le populiste pour mettre fin à la crise. Généralement, les mesures proposées sont vagues, car il s'agit moins de proposer une solution pragmatique que d'évoquer des actions qui renvoient, elles-mêmes, aux valeurs défendues par ailleurs. Par exemple, en France, sont souvent évoquées des mesures de coercition policière plus ou moins musclée, pour régler les problèmes d'insécurité (des reconduites à la frontière des immigrés clandestins, davantage de moyens pour la police, des lois augmentant les peines de justice, des maisons fermées pour les jeunes, etc.). Pour régler les problèmes économiques, sont souvent proposées des baisses d'impôts pour les particuliers ou des allègements de charges sociales pour les entreprises, des revalorisations de salaires pour les travailleurs, sans que ces mesures fassent l'objet d'un calcul budgétaire. Il s'agit donc d'analyser ces mesures en se demandant à quelle idéologie ou doctrine elles renvoient.

#### 4) *Pour l'homme providentiel*

Tout homme ou femme politique doit se présenter comme différent des autres ou de ses prédécesseurs, doit faire montre d'énergie, de force de conviction et de sincérité. Mais il doit aussi être capable de séduire les foules, et cela ne peut se faire, malgré tous les conseillers en marketing politique, qu'en laissant s'exprimer ce qui se trouve au fond de sa personnalité, ce quelque chose d'irrationnel qu'on appelle le «charisme».

En quoi l'acteur populiste se différencie-t-il de l'acteur politique non populiste ? Quelles sont les spécificités de son discours ? Une fois de plus dans l'*excès*. Dans la façon de construire son image, de défendre certaines valeurs et d'interpeller le peuple. Voici quelques unes de ses stratégies.

*Le représentant du peuple.* Le populiste dit : «Je suis le vrai peuple». Et il appelle le peuple à se manifester dans un élan collectif, à se dépasser lui-même et se fondre dans une «âme collective», en reportant son désir de salut sur un personnage «hors norme». Il faut qu'il y ait de la fascination et de la transcendance, car le lien entre le chef et le peuple doit être d'ordre sentimental plus que d'idéologie<sup>28</sup>. Il y a dans cette façon de se poser comme le représentant direct du peuple quelque chose comme le désir d'obtenir une «légitimité plébiscitaire», résultat d'un face à face direct entre le leader et les masses. Il faut donc repérer dans les discours des populistes comment ils jouent de cette proximité et de cette représentation du peuple.

*Un ethos d'authenticité.* Le populiste dit (ou laisse entendre) : «Je suis tel que vous me voyez», «Je fais ce que je dis», «Je n'ai rien à cacher». Il s'agit d'établir un rapport de confiance aveugle. Berlusconi en 1994 et Sarkozy en 2007 lançaient à qui voulait l'entendre : «Faites-moi confiance ! » pour le premier, «Tout est possible !», pour le second, les deux ajoutant «Ma réussite le prouve». On pourrait se demander comment Perón et Menem en Argentine, Collor au Brésil, Fujimori au Pérou et Chavez au Venezuela construisent cet ethos d'authenticité.

*Un ethos de puissance.* Le populiste dit «Rien ne peut s'opposer à ma volonté». Il doit montrer non seulement qu'il a de l'énergie, mais qu'il est doté d'une force et d'une puissance capable de renverser le monde et d'entraîner les foules. C'est à cette fin (mais une partie tient à leur tempérament) que le comportement oratoire du populiste se caractérise par des «coups de gueule»<sup>29</sup>, le lancement de formules chocs ou le maniement de l'ironie<sup>30</sup>, la profération de

<sup>28</sup> Ça semble être le cas de Hugo Chavez, au Venezuela, qui, malgré ses déclarations sur un nouveau socialisme, capte les foules davantage par la passion que par la raison

<sup>29</sup> Parfois même de «coups de poing», comme ce fut le cas, autrefois, de Jean-Marie Le Pen.

dérapages verbaux, dont est coutumier le populiste français Jean-Marie Le Pen avec des jeux de mots négationnistes («La Shoah n'est qu'un détail de l'histoire», «Durafour crématoire»<sup>31</sup>). Ici aussi, il convient d'étudier la façon dont des leaders comme Chavez construisent cet ethos de puissance qui n'a d'autre but que celui de fasciner son auditoire.

Cependant le populiste doit montrer que cette volonté de puissance n'est pas au service d'une ambition personnelle mais au service de l'intérêt général, du bien du peuple. Aussi se pose-t-il comme le garant de l'identité recouvrée : soit sauveur de l'identité nationale (il se fait «souverainiste»), soit défenseur de l'identité des classes populaires (il se fait «paternaliste»). Et comme le populiste entretient l'idée qu'il y a des forces adverses qui s'opposent à la construction de son projet populaire, il se pose en vengeur appelant à la haine de ces ennemis dont on a parlé plus haut (il faut «faire payer les riches»). Il déclare donc qu'il a la volonté de *rompre* avec les pratiques politiques du passé : celles d'une classe politique jugée trop «laxiste», parfois «corrompue»<sup>32</sup>, et en tout cas trop distante du peuple, voire indifférente, incapable de l'écouter. Le populiste, lui, se veut à l'écoute du peuple et se déclare proche de lui. La *rupture* et la *proximité* sont des thèmes caractéristiques du discours populiste

Evidemment, ces ethos dépendent de la manière dont chaque culture se représente ce qu'est l'authenticité, la sincérité, la puissance. Les images d'authenticité ou de puissance susceptibles de fasciner une partie des Français pourraient bien paraître ridicules à des latino-américains et inversement. Pour séduire une partie du peuple, emporter son enthousiasme et faire en sorte qu'il s'identifie au leader, il faut que les images fassent écho aux systèmes d'attente qui sont les plus prégnants dans une société. Il convient donc d'analyser ces images en fonction des imaginaires sociaux qui circulent dans un groupe social. Il y a fort à parier qu'elles ne soient pas les mêmes dans les pays latino-américains et dans les pays européens, et qu'elles soient différentes d'un pays à l'autre à l'intérieur même de chacun de ces continents. C'est en tout cas une des conditions pour pouvoir faire des analyses comparatives et repérer ce qu'il y a de différent et de ressemblant entre les diverses façons de déployer le discours populiste.

En tout état de cause, il est une constante de ce discours, au-delà des différences : le vrai populiste doit apparaître sous une figure de chef charismatique. Tantôt, et selon les références culturelles, il se présente comme conducteur ou berger, en tout cas comme «guide» du peuple ; tantôt, de façon plus guerrière comme le «chevalier blanc sans peur et sans reproche» prêt à pourfendre les forces du mal. On voit que dans tous ces cas se trouve de façon sous-jacente la figure du *prophète*. Le prophète est porteur d'un message, il joue un rôle de *medium* entre une voix de l'au-delà et le peuple. Le prophète, *inspiré* par cette voix, annonce : annonce des menaces, des catastrophes potentielles ou annonce l'avènement d'un bien être futur. C'est pourquoi on peut dire que le populiste, même quand il ne se rattache pas à une pensée religieuse, se présente comme une sorte de Sauveur biblique, capable, aussi bien, de répandre ses foudres sur les méchants, que de promettre le bonheur suprême (un paradis, une Âge d'or, des «lendemains qui chantent»). Son discours se structure selon l'ordre narratif d'un récit en trois temps : stigmatisation d'un mal > processus de purification > transformation radicale et immédiate de la société (miracle). Il n'est donc pas étonnant que dans certain pays, le populisme aille de pair avec le succès des sectes pentecôtistes et évangéliques<sup>33</sup>. Il y a bien similitude entre l'homme providentiel populiste et le prophète.

---

<sup>30</sup> L'ironie est une catégorie humoristique difficile à manier dans le champ politique parce qu'elle a un effet destructeur, et qu'elle peut être contre-productive. Se permettre de la manier dans ce champ serait donc l'indice d'une position de force, provocatrice.

<sup>31</sup> A propos d'un ministre de la République qui s'appelait Durafour.

<sup>32</sup> C'est un thème récurrent dans beaucoup de pays d'Amérique latine où la corruption des élites est considérée comme un sport national.

<sup>33</sup> Au Brésil, par exemple, les adeptes de ces sectes sont passés de 500.000 en 1990 à 3.500.000 en 1995.

### *Pour le langage et la rhétorique populiste*

Le leader populiste doit être un «maître de parole» par le maniement d'un langage et d'une rhétorique qui participent de la dramaturgie politique. Une fois de plus, il ne fait que porter à l'excès ce que sont les caractéristiques du discours politique. Sa langue doit être particulièrement simple et compréhensible, d'autant plus qu'il prétend s'ériger contre la langue de bois.

Du point de vue de la *phraséologie*, il use et abuse de phrases nominalisées et de tournures impersonnelles avec des modalités exprimant l'évidence, car il s'agit de frapper les esprits par l'emploi de formules, souvent métaphoriques, destinées à *essentialiser* le mal dont souffre le peuple, ou la figure des coupables.

Du point de vue de ce que l'on appelle le *registre de langue*, le populiste utilise souvent un vocabulaire familier, parfois vulgaire, voire ordurier<sup>34</sup>, ou insultant vis-à-vis des adversaires<sup>35</sup>, souvent guerrier, se permettant, on l'a vu, des dérapages verbaux, des jeux de mots, des réflexions ironiques qui sont autant de flèches empoisonnées.

Son *argumentation* simplifie les relations de cause à effet («Un million d'immigrés, un million de chômeurs» lançait Jean-Marie Le Pen dans les années quatre-vingt-dix) ; pratique l'amalgame dans la description des actes d'agression mêlant actes mineurs et actes majeurs (grand banditisme, petite délinquance, vols à la tire, grands casses, viols collectifs, passages à tabac, etc.) ; ou l'amalgame des *causes* (par exemple, mettre dans même sac des causes de l'insécurité : le chômage, l'usage de la drogue, l'inefficacité policière, le laxisme de la Justice, l'indifférence des élites politiques). Et pour étayer ces propos, il est fait recours à des chiffres et pourcentages lancés à la cantonade sans possibilité de vérification : «La montée en puissance de ces phénomènes, conséquence de l'immigration, suit la même courbe, tous les ans : le chômage, la criminalité, la délinquance, la drogue augmentent entre 8% et 10%»<sup>36</sup>.

Quant au positionnement de l'orateur populiste, il s'exprime dans un jeu de pronoms entre un «Nous», qui englobe l'orateur, son parti, ses partisans, le peuple ; un «Je» qui se pose, on l'a dit, comme puissant, volontaire, qui s'assume et s'engage totalement («je veux», «je dis», «j'affirme»)<sup>37</sup> ; et parfois même un «Il» de théâtralisation, s'auto-désignant comme le protagoniste d'une quête de Salut. Tout cela, dans une mise en scène, elle aussi, fortement théâtralisée (immenses podiums, lieux et décors symboliques, foule compacte), et, si possible, de la part de l'orateur, une prestation corporelle, vocale et gestuelle tribunicienne.

Evidemment, cette rhétorique dépend de la langue dans laquelle s'exprime l'orateur. Par exemple, l'existence en français du pronom personnel «On» qui est la marque d'impersonnalisation par excellence, permet à l'orateur populiste de désigner l'ennemi de façon indéterminée, comme une entité vague, et de suggérer d'autant plus fortement l'idée du complot par un groupe de conspirateurs anonyme dont on ne distingue pas nettement le visage et qui est d'autant plus menaçant : «On ne nous empêchera pas de faire valoir nos droits !».

### **Conclusion : Populisme et démocratie**

A considérer le populisme du point de vue du discours qu'il met en scène dans l'espace public, on voit qu'il remplit une triple fonction d'*illégitimation* des adversaires, de

<sup>34</sup> C'est le cas, en Italie, de Silvio Berlusconi et Umberto Bossi,

<sup>35</sup> C'est le cas de Jean-Marie Le Pen, en France.

<sup>36</sup> *Discours* de Jean-Marie Le Pen à Saint-Franc, op.cit..

<sup>37</sup> Sans que l'on puisse dire que les discours de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal furent en totalité populistes, ils en portèrent des traces, lors de la dernière campagne présidentielle française. Voir notre *Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné*. Vuibert, Paris, 2008.

*relegitimation* du peuple et de *légitimation* de l'acteur politique qui en est le porteur. On voit aussi qu'il utilise, pour ce faire, des stratégies discursives qui sont celles de tout discours politique mais dans la dérive et dans l'excès. C'est pourquoi on dira que le populisme n'est pas étranger à la démocratie. C'est, au contraire, le principe démocratique de débat public pour constituer une représentation majoritaire qui ouvre le champ au discours populiste comme moyen de séduction des masses. Il n'est donc pas un régime politique mais une *stratégie* de conquête ou d'exercice du pouvoir sur fond de démocratie, mais de façon exacerbée. Stratégie qui joue sur le mécanisme de la *fascination* comme «fusion du soi avec un tout exaltant qui cristallise un idéal»<sup>38</sup>. En cela le populisme se distingue du fascisme auquel il a parfois été assimilé, même si l'on peut constater que celui-ci a recourt à du discours populiste. Le fascisme est un concept de société, un projet d'humanité, qui s'accompagne d'une théorisation sur ce qu'est un nationalisme à la fois populaire, socialiste (le «national-socialisme»), autoritaire et purificateur. D'où son ambiguïté, car si, en Europe, il a croisé des mouvements d'extrême droite (boulangisme, antidreyfusisme, poujadismes, lepénisme en France ; ethnonationalisme en Italie et en Allemagne), il est plutôt prolétarien en Amérique latine, se réclamant d'une idéologie de gauche, même lorsqu'il s'appuie sur l'Armée. Voilà encore une comparaison intéressante à étudier.

On terminera en lançant quelques pistes de réflexion sur la place que prend le populisme dans nos sociétés modernes, à l'heure de la mondialisation. La référence sera ici européenne, ce qui devrait permettre de procéder à des comparaisons avec le monde latino-américain, car la signification des discours dépend des substrats socioculturels des groupes sociaux qui les produisent. L'histoire des peuples européens et latino-américains ne sont pas les mêmes, la composition de leurs sociétés fort différente, leur vision du monde et des relations sociales distinctes.

#### *Le brouillage des frontières partisans*

On entend de plus en plus, du moins en Europe, et particulièrement en France, un discours, tenu par la droite classique, qui prône la fin des oppositions partisans, déclarant que les clivages politiques sont *dépassés*. C'est le discours du : «ni droite ni gauche». Et ce au nom d'un nécessaire pragmatisme en politique : «Je ne suis pas un idéologue, je suis un pragmatiste»<sup>39</sup>. Car le pragmatisme serait la seule attitude possible pour résoudre les crises du monde moderne. Mais comme il faut entretenir des antagonismes dans une société afin de donner l'impression de jouer le jeu de la parole démocratique, s'opère parallèlement un glissement vers un autre antagonisme susceptible de rassembler les masses populaires autour de notions vagues ou de catégories abstraites : non plus le socialisme contre le conservatisme, mais la solidarité sociale contre le profit privatisé, le libéralisme politique contre l'ultralibéralisme économique, le mondialisme contre le communautarisme (quand ce n'est pas le communautarisme contre le mondialisme), dont le point commun est «l'anti-système». Ces discours s'accompagnent parfois de pratiques gouvernementales, dites d'ouverture politique, qui consistent, lorsqu'il ne s'agit pas de gouvernements de coalition ou de cohabitation, à faire appel à des personnalités de partis opposés pour leur confier des responsabilités gouvernementales. Cette attitude relève d'un populisme «soft», mais on pourrait aussi la qualifier de *populisme cynique*, car il est évident que ce qui caractérise la démocratie, c'est l'existence de projets de société opposés, et que si ceux-ci disparaissaient, on entrerait dans une nouvelle aire de totalitarisme.

<sup>38</sup> Alexandre Dorna, in *Médiatiques*, op.cit.

<sup>39</sup> Déclaration de Jena-Pierre Raffarin lorsqu'il était Premier ministre du Président Jacques Chirac.

### *Le retour de l'autoritarisme*

La fin du rêve d'une société égalitaire, marquée, on le sait, par la chute du mur de Berlin, combinée avec l'explosion de mouvements de migration de pays du sud vers le nord et de pays de l'Est vers l'Ouest, a provoqué dans la plupart des pays européens occidentaux une crise identitaire : une «désidentification» de la conscience d'identité nationale, une interrogation sur la spécificité culturelle («qu'est-ce qu'être français ?»), une mise en cause de la filiation par l'ouverture des frontières entraînant immigration massive, discours sur la mixité sociale, et donc absence de transmission culturelle commune, rupture du langage. Autant de «menaces» brandies par des hommes politiques appartenant à des bords différents : perte du patrimoine langagier, plus d'héritage culturel commun, plus de langue commune.

Face à ce désarroi identitaire, l'apparition d'un discours prônant discipline et autorité. Il commence par mettre en avant l'insécurité des individus, puis promet, complémentirement, la fin du «laxisme» politique et la mise en œuvre d'une politique de sécurité dans tous les secteurs de la société. Dans les dernières campagnes électorales de la plupart des pays européens on a pu constater que les thèmes de «sécurité» et d'«autorité ferme» sont plus forts que ceux de «surveillance démocratique» et d'injustice. Ce fut en tout cas l'une des raisons du succès de Nicolas Sarkozy, lors des présidentielles de 2007 en France. Face à une Ségolène Royal qui tout en se voulant ferme sur le chapitre de la discipline, renvoyait la solution des problèmes à une participation démocratique, Nicolas Sarkozy se paraît d'une image de contempteur du laxisme et de chevalier blanc prêt à pourfendre les voyous et autres fauteurs de trouble, pour défendre l'ordre et l'autorité<sup>40</sup>.

### *Les travailleurs contre les assistés*

Ce thème est peut-être plus caractéristique du populisme des pays riches, car il faut qu'existe un système économique de protection de la population (Sécurité sociale), et de prise en charge des exclus du monde du travail (l'indemnisation des chômeurs, l'assistance des handicapés). Un certain discours populiste s'emploie alors à monter le peuple travailleur contre le peuple assisté, parfaitement représenté par l'un des slogans de Nicolas Sarkozy : «Travailler plus pour gagner plus».

C'est évidemment un moyen de créer du ressentiment d'une partie de la population contre l'autre et de conforter doublement, d'une part, ceux qui se trouvent du côté du manche (le grand patronat) et une partie importante de la classe moyenne (petits patrons, commerçants, artisans), d'autre part, et paradoxalement, une partie de la classe populaire provenant du monde ouvrier ayant toujours valorisé le travail, et les immigrés cherchant du travail à quelque condition que ce soit.

Ce populisme-là trouble les clivages partisans habituelles, car sociologiquement se produit un mouvement d'adhésion (serait-il ponctuel) à ces promesses de la part de secteurs de la population favorables à des partis politiques opposés. Ce populisme-là entretient un fort antagonisme entre les partisans du «travail à tout prix» et les partisans du «travail juste», ôtant à la gauche l'exclusivité du parti des travailleurs.

### *Un populisme démocratique : l'écoute de la demande sociale*

On remarque, en analysant les discours, une tendance des partis classiques de droite comme de gauche à développer de plus en plus la stratégie discursive de proximité, en se

---

<sup>40</sup> Voir, à ce propos, notre analyse de la campagne électorale in *Entre populisme et peopolisme*, op.cit.

déclarant à l'écoute du peuple, en appelant à davantage de participation citoyenne et ce sur fond de discrédit de la classe politique et des élites, jugées trop distantes, froides et indifférente aux souffrances du peuple, image entretenue d'ailleurs par les médias et divers commentateurs. On pourrait parler ici de *populisme compassionnel*, et c'est le cas lorsqu'il s'agit d'une simple stratégie destinée à jouer le jeu de l'écoute de la demande sociale pour mieux conquérir ou exercer le pouvoir. On se trouve ici dans une attitude cynique illustrée par la déclaration de Mussolini que rappelle A. Taguieff : «Le démocratie, c'est le gouvernement qui cherche à donner au peuple l'illusion d'être souverain»<sup>41</sup>.

Mais il ne faut pas aller trop vite en besogne, car on peut aussi considérer que ce discours s'inscrit dans une prise de conscience de la montée de nouvelles formes de contre-pouvoir qui se construisent en dehors du jeu classique des partis et syndicats. Il est alors légitime que soit prôné, par certaines personnalités politiques un rapprochement entre les citoyens et les organes de décision, par l'écoute et l'organisation de la remontée des revendications, par de nouvelles formes de participation citoyenne, contre une sorte d'«aristocratie électorale» critiquée depuis la démocratie athénienne.

En cela, on peut dire que cette stratégie discursive à tendance populiste est constitutive de la démocratie dans la mesure où elle implique —et ce chez divers leaders politiques— un positionnement qui conduit à s'opposer à un adversaire, à exalter des valeurs d'idéalité démocratique et à se poser en leader incontestable, sans que cette stratégie soit portée à ses extrêmes pathémiques. Si le discours populiste consiste à «faire peuple», sa version non cynique s'ouvre vers une démocratie de davantage de participation citoyenne. C'est pourquoi, on ne souscrira pas à ce mot de l'historien Jacques Julliard : «Le populisme, c'est le peuple sans la démocratie»<sup>42</sup>. Le discours populiste s'inscrit dans la parole démocratique, même s'il n'en est pas son honneur.

Dès lors, quelle éthique dans ce discours ? Au regard de l'éthique, le discours populiste n'est pas acceptable. On ne peut que refuser l'exaltation de certaines valeurs qui loin de grandir le peuple, le renvoie à ses propres réactions de peur, de défense, de xénophobie : exaltation de l'identité nationaliste, stigmatisation de l'autre comme envahisseur menaçant, exaltation de valeurs du passé au nom de la pureté originelle, stigmatisation des responsables par la menace du complot. Mais on ne peut se cacher également la difficulté qu'il y a parfois à discerner dans le discours politique ce qui relève de la stratégie destinée à capter l'adhésion du plus grand nombre de citoyens de ses dérives populistes. Mais cela, une fois de plus, ne peut être jugé qu'en tenant compte du contexte culturel dans lequel se déploie le discours politique.

---

<sup>41</sup> Cité par Pierre-André Taguieff dans *L'illusion populiste*, op.cit.

<sup>42</sup> J.Julliard, *La faute aux élites*, Gallimard, 1997.